



Déclaration de l'UNSA Éducation

CTSD du 7 février 2020

**Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames, Messieurs les membres du CTSD**

Le CTSD carte scolaire de cette année se tient dans un contexte social particulier, lié notamment à la réforme des retraites. Fidèle à ses principes de responsabilité et dans l'intérêt des collègues et de leurs établissements, l'Unsa Education a fait le choix de participer aux discussions dans le cadre de cette instance. Nous sommes ainsi en cohérence avec notre volonté d'un dialogue social de qualité et qui nous semble gravement mis en danger par la Loi de Transformation de la Fonction Publique.

Concernant la carte scolaire, pour l'UNSA-Éducation, une prévision globale, au niveau académique, de +435 élèves et une suppression prévue de 70 ETP est une aberration. Nous avons encore un service public de qualité, mais nous sommes en train de le perdre, alors que le contexte de concurrence que nous connaissons en Mayenne et dans l'académie devrait nous inviter à le renforcer. Nous sommes inquiets en particulier pour les collèges mayennais qui sont très impactés et prendront de plein fouet la montée en charge du nombre d'élèves par classe et les difficultés de gestion que cela va entraîner dans les établissements. Alors qu'il est prévu 120 élèves de moins dans les collèges, 10 collèges mayennais pourraient être impactés par une fermeture de classe pour seulement 3 ouvertures quand bien même cela ne correspond qu'à 4 élèves en moins par établissement. La hausse des effectifs par classe qui en découlerait est pour nous en incohérence avec la volonté affichée de favoriser l'inclusion.

Ainsi, alors que le nombre d'élèves orientés en SEGPA augmente d'une vingtaine et que cette année 16 classes sur 28 atteignent ou dépassent l'effectif maximal de 16, aucune ouverture n'est prévue. Pour l'Unsa-Education les élèves de SEGPA méritent qu'un réel effort soit fait si nous voulons permettre à chacun de réussir. Les établissements essaient de colmater les brèches sur leurs faibles marges. La direction académique doit les aider à soutenir ces structures indispensables que sont les SEGPA. L'école inclusive n'est pas une simple formule. Elle met en jeu des enseignants particulièrement investis dans leurs missions et des élèves à besoins éducatifs particuliers.

La réforme des lycées se traduit par une baisse de la DGH sur le département de plus de 300h ce qui met en difficulté les établissements quant à l'organisation des options, des dédoublements et des enseignements de spécialité. L'Unsa-Education revendique des dotations abondées qui tiennent compte de ces paramètres quand les effectifs l'imposent. Concernant la réforme du bac, nous tenons à vous exprimer notre inquiétude sur les tensions qui existent dans les lycées autour de la mise en place des E3C et l'impact sur le travail des enseignants, des personnels de direction et des services administratifs. Etant donné le contexte d'impréparation, nous avons demandé en vain le report des épreuves. Nous regrettons que le gouvernement se soit entêté. A l'Unsa Education, nous dénonçons les actions violentes qui ont pu avoir lieu à certains endroits, car elles portent atteinte aux élèves, aux personnels de direction comme à la Rochelle et plus globalement au service public d'éducation que nous défendons.

Que ce soit en collège ou en lycée, on ne peut se satisfaire d'une application froide des textes quand la réalité du terrain renvoie à des situations souvent difficiles où tous les acteurs sont fragilisés. Évoluer ne veut pas dire bouleverser. Être résolu à avancer ne doit pas vouloir dire faire vite pour faire, au détriment de la transparence et de la cohérence.